



## Les hypocrisies de Washington

Par [Dr. Paul Craig Roberts](#)

Mondialisation.ca, 30 mai 2012

30 mai 2012

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

*Le gouvernement des États-Unis est le second abuseur des droits de l'Homme sur la planète et le seul qui permet au pire d'exister: Israël. Mais ceci n'empêche pas Washington de pointer du doigt dans d'autres directions.*

“Le rapport des droits de l'Homme” du ministère des Affaires étrangères étasunien focalise sa colère sur l'Iran et la Syrie, deux pays dont le seul véritable pêché est leur indépendance vis-à-vis Washington; et sur le nouvel “homme de paille” en construction, la Chine, qui a été choisie pour le rôle du nouvel ennemi de guerre froide pour Washington.

Hillary Clinton, autre incompetente d'une longue lignée de ministres des Affaires étrangères, a informé “les gouvernements autour du monde que nous vous surveillons, et que nous vous tenons pour responsables”, à la différence de nous, que nous ne tenons pas pour responsables, ni nos alliés comme le Bahreïn, l'Arabie Saoudite, Israël et les marionnettes de l'OTAN.

Hillary a aussi clarifié “pour les citoyens et les activiste de partout: vous n'êtes pas seuls, nous sommes avec vous”, simplement pas avec les manifestants de Chicago contre le sommet de l'OTAN ou les manifestants d'Occupy Wall Street ou où que ce soit aux Etats-Unis.

Le ministère des Affaires étrangères se range aux côtés des manifestants financés par les Etats-Unis dans des pays dont ces derniers veulent renverser les gouvernements. Les manifestants aux Etats-Unis sont seuls, comme les Palestiens occupés qui apparemment n'ont aucun droit humain sur leurs maisons, leurs terres, leurs oliveraies ou leurs vies.

Voici quelques chiffres d'arrestations ayant eu lieu lors de quelques manifestations aux Etats-Unis. Le New York Daily News rapporte qu'au 17 Novembre 2011, 1300 manifestants du mouvement Occupy Wall Street ont été arrêtés simplement à New York. Fox News a rapporté le 2 Octobre 2011 que 700 manifestants ont été arrêtés sur le pont de Brooklyn. Au sommet de l'OTAN à Chicago la semaine dernière, 90 manifestants ont été interpellés.

Aux Etats-Unis, les manifestants sont officiellement catégorisés comme “extrémistes domestiques” voire même comme “terroristes domestiques”, une nouvelle catégorie de menace sur laquelle le Département de la Sécurité de la Patrie (NdT: le tristement célèbre DHS, la Stasi / Securitate de l'empire du goulag levant) a décidé de se concentrer dorénavant, remplaçant les terroristes musulmans en tant que menace numéro 1 aux Etats-Unis à l'heure actuelle. En Septembre 2010, la police fédérale a perquisitionné les maisons d'activistes pacifistes à Chicago et à Minneapolis. Le FBI essaie de bâtir un cas juridique contre eux en affirmant que les activistes pacifistes ont donné de l'argent au Front Populaire

de Libération de la Palestine. A la demande d'Israël, le gouvernement étasunien a classé le FPLP comme groupe terroriste.

A Chicago la semaine dernière se trouvèrent parmi les nombreux manifestants arrêtés, trois jeunes Étasuniens, blancs, arrêtés pour "terrorisme domestique" au cours de ce que Dave Lindorff rapporte comme ayant été "une invasion de domicile privé sans mandat, qui rappelle ce que les forces d'occupation étasuniennes font toutes les nuits en Afghanistan." Si le gouvernement étasunien qui soutient les manifestants partout dans le monde sauf aux Etats-Unis, au Bahreïn, en Arabie Saoudite, au Yémen et en Palestine, peut faire de ceci un cas juridique de terrorisme, les trois Étasuniens pourront être condamnés sur des bases de preuves tenues secrètes ou même simplement être incarcérés sans preuve et sans procès, pour le restant de leurs jours.

Les trois Étasuniens classifiés "terroristes domestiques" sont maintenus au secret. Comme beaucoup des manifestants anti-OTAN, ils ne viennent pas de Chicago. Brian Church, 20 ans, vient de Fort Lauderdale en Floride ; Jared Chase, 27 ans de Keene, New Hampshire et Brent Betterly, 24 ans, d'Oakland Park en Floride. Accusés de logistique au terrorisme, le juge a fixé leur caution à 1,5 millions dollars pour chacun.

Ces trois personnes ne sont pas accusées d'avoir de fait lancé des cocktails molotov sur des personnes ou des biens. Ils sont accusés d'être venus à Chicago avec l'intention de le faire. D'un côté, 16 agences fédérales de renseignement plus celles des marionnettes de l'OTAN et d'Israël furent incapables de découvrir le complot du 11 Septembre, mais la police de Chicago, elle, savait à l'avance pourquoi deux types de Floride et un du Newhampshire, venaient à Chicago. Les cas de terrorisme domestique s'affirment être des concoctions de la police elle-même, qui sont dévoilés avant qu'ils ne se passent, ainsi nous avons beaucoup de terroristes... mais pas d'actes terroristes.

Deux autres jeunes Étasuniens sont artificiellement mis en cause par leur gouvernement des droits de l'Homme. Sebastian Senakiewicz, 24 ans, de Chicago, est accusé d'avoir "faussement proféré une menace terroriste", quoi que cela puisse bien vouloir dire. Sa caution a été établie à 750 000 dollars. Mark Neiweem, 28 ans, de Chicago, est accusé de "solicitation pour engins explosifs ou incendiaires". Sa caution est fixée à 500 000 dollars.

Ceci représente les droits de l'Homme aux États-Unis d'Amérique. Mais le rapport du ministère des Affaires étrangères n'examine jamais les Etats-Unis. Ce n'est qu'un document politique dirigé contre les ennemis choisis de Washington.

Entre temps, les États-Unis des droits de l'Homme continuent de violer la souveraineté nationale du Pakistan, du Yémen, de l'Afghanistan en envoyant des drones, des bombes, des forces spéciales et en Afghanistan 150 000 soldats étasuniens pour assassiner des gens, de simples femmes, enfants, et anciens de villages. Les mariages, les funérailles, les matches de foot des enfants, les écoles et les fermes sont aussi des cibles préférées pour les attaques de Washington. Le 25 Mai, le *Pakistani Daily Times* a rapporté que le porte-parole du ministère pakistanais des affaires étrangères Moazzam Ali Khan avait fermement condamné les attaques de drones: "Nous les voyons comme une violation de l'intégrité de notre territoire. Ces attaques sont une contravention flagrante du droit international. Elles sont illégales, contre-productives et totalement inacceptables." ([dailytimes.com](http://dailytimes.com))

Les Etats-Unis donneraient de l'argent au groupe terroriste iranien MEK, déclaré terroriste par le ministère des Affaires étrangères des États-Unis lui-même. Mais cela est OK aussi loin

que le MEK terrorise... l'Iran. Washington soutient les protestations du MEK délivrées sous forme de bombes et de balles d'assassins. Après tout, nous devons apporter la liberté et la démocratie à l'Iran et la violence est la voie préférée de Washington pour atteindre ce but.

Washington est désespéré de renverser le gouvernement syrien afin d'éliminer la base navale russe. Le 15 Mai, le Washington Post a rapporté que Washington coordonne le flot d'armes et de munitions aux rebelles syriens. La justification de Washington pour son interférence avec les affaires internes de la Syrie sont des accusations d'atteinte aux droits de l'Homme à l'encontre du gouvernement syrien. Les rebelles torturent et massacrent les prisonniers, kidnappent des civils suffisamment riches pour payer une rançon. ([trust.org](http://trust.org))

L'OTAN, guidé par Washington, a outrepassé la résolution de l'ONU en ce qui concerne la zone d'exclusion aérienne au dessus de la Libye. L'OTAN, en violation flagrante de la résolution de l'ONU, a fourni les raids aériens contre le gouvernement libyen, rendant possible pour les "rebelles" soutenus par la CIA de renverser Kadhafi et ce en massacrant un bon nombre de civils libyens dans le processus.

D'après les standards de Nüremberg, c'est un crime que de lancer une guerre d'agression, ce qui est ce que Washington et ses marionnettes de l'OTAN ont fait en Libye, mais pas de lézard, Washington a amené liberté et démocratie en Libye.

Assassiner les opposants étrangers est la diplomatie préférée de l'Occident. Les Britanniques se sentaient bien avec cette pratique, Washington a repris le flambeau. Dans son livre "*Déclin et chute de l'empire britannique*", l'historien Piers Brendon de l'université de Cambridge rapporte, d'après les documents d'archives qu'il a étudiés, que lors de la construction de la "crise de Suez" en 1956, le premier ministre britannique Anthony Eden avait dit au ministre des affaires étrangères Anthony Nutting: "Je veux Nasser assassiné".

Brendon continue: "Sans coup férir et à l'initiative du premier ministre, les services secrets ourdirent des complots pour faire assassiner Nasser et renverser son gouvernement. Ses agents, qui proposèrent de déverser un gaz neurotoxique par le système de ventilation de son bureau, n'était en aucun cas discrets." Les agents secrets parlèrent trop et rien ne fut jamais fait.

La semaine dernière en Malaisie, un tribunal pour crimes de guerre a jugé coupables de crimes de guerre, George W. Bush, Dick Cheney, Donald Rumsfeld ainsi que leurs conseillers légaux Alberto Gonzales, David Addington, William Haynes II, Jay Bybee et John Choon Yoo.

Mais ne vous attendez pas à ce que Washington le remarque ni le dise. Les condamnations pour crimes de guerre ne sont "qu'une déclaration politique".

Article original en anglais : <http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=31048>

Traduction : [Résistance 71](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Dr. Paul Craig Roberts](#), Mondialisation.ca, 2012

Articles Par : [Dr. Paul Craig Roberts](#)

## A propos :

Paul Craig Roberts, former Assistant Secretary of the US Treasury and Associate Editor of the Wall Street Journal, has held numerous university appointments. He is a frequent contributor to Global Research. Dr. Roberts can be reached at <http://paulcraigroberts.org>

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)